

PARIS
3 francs par mois.DEPARTEMENTS
3 fr. par mois.Les abonnements datent des 1^{er} et
16 de chaque mois.

LA TRIBUNE.

INSERTIONS

7 centimes la ligne.

Les lettres non affranchies sont
expressément refusées.

J. B. GIRALDON, DIRECTEUR-GÉRANT.

BENJAMIN LAROCHE, RÉDACTEUR
EN CHEF.

On s'abonne à Paris, au bureau du Journal, 16, rue de Seine-Saint-Germain.

SOMMAIRE.

La question financière. — Faut-il ou ne faut-il pas une constitution à la France? — Correspondance particulière. — Nouvelles étrangères. — Prise de Vicence par les Autrichiens. — Rome. — Milan. — Barricades et pillage à Berlin. — Autriche. — Espagne. — Hongrie. — Révolte à Pesth. — Nouvelles des départements. — Séance de l'Assemblée nationale. — Projet de constitution. — Théâtres. — Variétés. — Nouvelles diverses. — Cours de la Bourse.

Paris, 19 Juin.

La Question financière.

L'IMPÔT DES 45 CENTIMES.

L'un des actes les plus impopulaires de l'administration malheureuse de M. Garnier-Pagès, a été l'établissement, au lendemain de la révolution, de l'impôt désastreux des 45 centimes. On ne conçoit vraiment pas comment une pareille idée a pu se présenter à un gouvernement républicain venant se substituer à une administration monarchique. La première condition d'un gouvernement républicain c'est d'être à bon marché. Qui ne se rappelle tout ce qui a été dit sur l'énormité des budgets monarchiques, et notamment du budget du dernier règne, qui, de neuf cents et quelques millions, avait fini, au bout de dix-huit ans, par s'élever à l'énorme somme d'un milliard six cents millions?

Cet effroyable budget était voté pour l'exercice de 1848; et certes la république eût pu et dû s'en contenter, surtout avec la ressource qu'elle avait de trancher hardiment et d'un seul coup les questions d'économie dans l'administration, et de réduction dans les dépenses de l'Etat.

On devait s'attendre à une diminution immédiate de tous les impôts excessifs et onéreux. Qu'est-il arrivé cependant? Tout le contraire de ce qu'on attendait. Au lieu d'être diminué, l'impôt direct a été augmenté d'un tiers; l'impôt indirect, dans toutes ses variétés innombrables, a été maintenu, sauf d'insignifiantes modifications qui, sans l'alléger, ont jeté la perturbation dans la recette et sa perception.

C'était là un contresens, une aberration de l'intelligence gouvernementale. En qualifiant ainsi les mesures financières du nouveau gouvernement, nous sommes indulgents; nous pourrions dire qu'elles constituaient un empêchement insurmontable à l'affermissement de la république, à la popularité des institutions nouvelles qu'on semblait rendre ainsi responsables de la violation du principe républicain en matière d'impôts.

Comment! se sont dit à l'instant les populations trompées dans leur attente, l'énorme budget de Louis-Philippe ne suffit pas à la république! Voilà qu'on y ajoute encore! Et les populations étaient en droit de s'étonner d'un tel phénomène. Quelles raisons a donné le ministre des finances républicaines pour justifier cette addition à des charges déjà si lourdes? Précisément celles qui militaient en faveur d'une diminution immédiate de ces charges.

Il a allégué la perturbation apportée dans le travail national, qui réagissait sur les sources de l'impôt et les rentrées du trésor. Mais si les rentrées du trésor diminuaient, si l'impôt déjà voté menaçait de ne pas rentrer, le remède était dans l'allègement des charges publiques et non dans leur aggravation. Nos financiers républicains ont fait l'étrange raisonnement que voici :

Les affaires sont interrompues; le numéraire disparaît; les moyens d'acquitter les impôts existants diminuent chaque jour dans une effrayante progression. La propriété écrasée par les charges qui pèsent sur elle et incapable d'y faire face, en demande l'allègement. Répondons-lui en les aggravant; elle payait beaucoup trop sous la monarchie; qu'elle paye plus encore sous la république.

Ce beau raisonnement fait, ils se sont mis à l'œuvre, et il en est résulté les admirables choses que vous savez.

La restauration a eu son Villèle qui, après avoir pris les finances de la France dans l'état le plus désastreux, grâce à des mesures intelligentes, sagement conçues et habilement exécutées, les a laissées dans la situation florissante qu'atteste le rapport présenté sur le budget de 1830, par le dernier ministre des finances de la branche aînée, M. de Chabrol.

La république a été moins heureuse; au lieu d'un Villèle, elle a eu le citoyen Garnier-Pagès, qui, appelé au ministère des finances par droit d'hérédité, à cause du nom qu'il portait, et sans être le moins du monde préparé à cette difficile mission, a cru pouvoir faire son apprentissage dans la science financière aux dépens de la France.

Mais, dit-on, la République avait des besoins urgents; il fallait bien y pourvoir. Nous répondons : Les ressources ordinaires d'

budget devaient y suffire. Il fallait non suspendre les paiements des bons royaux et des caisses d'épargne, mais les échelonner; qui a terme ne doit rien.

Il fallait en outre décréter immédiatement une retenue d'un tiers sur tous les traitements sans exception. Il fallait réduire considérablement le nombre des fonctionnaires et des employés. Il fallait supprimer toutes les sources de dépenses inutiles; faire subir à l'armée et à la flotte, et surtout à leurs états-majors, une réduction de moitié.

Cette dernière mesure n'était pas possible le lendemain même de la révolution; mais elle l'est depuis plus d'un mois; et c'est sur ce point surtout que l'attention du ministre des finances doit se fixer.

On a préféré adopter une mesure révolutionnaire, une de ces mesures que prenait la Convention pour faire face à une situation extraordinaire, exceptionnelle; et l'on n'avait pas l'excuse de la Convention, car la république était partout reconnue à l'intérieur, et l'Europe absolutiste ne la menaçait pas comme en 92.

On porte aujourd'hui la peine de cette faute; les populations rurales des départements s'insurgent et refusent le paiement d'un impôt qu'il leur est impossible d'acquitter. Que fera le gouvernement en présence de cette résistance qui menace de se généraliser? Le seul conseil que nous ayons à lui donner, c'est de retirer l'impôt des 45 centimes, purement et simplement, et de renoncer à une perception inexécutable.

Il est fâcheux, sans doute, pour un gouvernement, de reculer ainsi devant l'exécution des lois qu'il a décrétées; mais quand cette exécution peut amener d'incalculables malheurs, et mettre en péril l'existence même de la république, il vaut mieux revenir sur ses pas que de persister dans une voie périlleuse au bout de laquelle est une catastrophe.

BENJAMIN LAROCHE.

Faut-il ou ne faut-il pas une constitution à la France?

M. de Girardin avait épuisé tous les paraïoxes, tant il en avait été prodigue depuis le 24 février. Dans cet état de pénurie, il a de nouveau fouillé dans son sac, et en cherchant bien il a fini par en retirer un paradoxe nouveau, véritable paradoxe monstre, que, du haut des tréteaux de son journal, il fait miroiter, depuis quelques jours, aux yeux de son public ébahi. Ce paradoxe, ce n'est rien moins que celui-ci : *Il ne faut pas de constitution à la France.* Elle n'en a que faire, c'est un meuble inutile, et dont une nation peut parfaitement se passer. Les badauds de la presse parisienne ont pris cette assertion au sérieux, et, à l'heure qu'il est, ils la discutent à perte de vue.

M. de Girardin est le Scudéry de la politique. Scudéry chaque mois enfantait un volume; M. de Girardin fait plus : chaque jour il enfante un nouveau système.

Celui qu'il met aujourd'hui à l'ordre du jour de sa polémique, n'est pas le moins curieux.

Pas de constitution écrite; pas de principes constitutifs; pas de loi fondamentale; mais une assemblée subvenant chaque jour aux besoins du moment, rétractant aujourd'hui ses principes de la veille; une machine législative, mise en mouvement par le moteur de l'opinion publique, et produisant des lois comme telle autre machine produit des cotonnades.

Quant au pouvoir exécutif fonctionnant parallèlement à ce cylindre constituant, rien de plus simple, selon M. de Girardin; un président du conseil et deux ministres en font l'affaire.

Ces ministres sont préposés, l'un aux finances publiques, l'autre aux services publics; ils ont au-dessous d'eux soixante directeurs généraux, qui se partagent entre eux les attributions de nos neuf ministères actuels.

Nous ne croyons pas devoir discuter sérieusement un plan que nous ne jugeons pas sérieux, qui n'est que l'une des mille émanations curieuses de l'imagination fertile à qui nous devons déjà tant de plans de finances et de combinaisons politiques avortées en naissant.

Nous ne sommes pas au bout; M. de Girardin est en fonds d'excentricités législatives, et nous en verrons bien d'autres.

La menace du cautionnement.

Nous pouvons prédire au ministre des finances une résistance rigoureuse de la part de la presse parisienne et départementale, à la tentative insensée de replacer les journaux sous le joug des cautionnements. La *Presse* d'aujourd'hui contient sur ce sujet un excellent article; nous louons M. de Girardin d'avoir en cette occasion fait fléchir l'intérêt du monopole devant le principe de la liberté.

Voici aussi un article du *Représentant du peuple* auquel nous ne voyons rien à répondre :

QUESTION DE BOUTIQUE.

« On lit dans le *Journal des Débats* :

« La question du cautionnement des journaux a été soulevée aujourd'hui dans l'assemblée nationale. Le ministre de la justice a déclaré que le principe du cautionnement serait maintenu.

« S'il faut exprimer ici notre opinion, nous dirons qu'elle est conforme à celle du ministre de la justice. Nous croyons que la liberté doit des garanties à l'autorité.

« Dans tous les cas, nous ne sommes pas jaloux, et nous ne demandons que l'égalité. C'est un mot que nous avons lu sur le frontispice de la république et qui décore tous les monuments nationaux. Le ministre de la justice a dit avec raison : « Le présent est intolérable; les uns paient, les autres ne paient pas. » C'est parler d'or. Il est certain que nous payons, que d'autres paient comme nous, que d'autres aussi ne paient pas. Vraiment, ce n'est pas juste. La république n'est peut-être pas en fonds; elle peut trouver plus commode de demander aux nouveaux que de rendre aux anciens; cela ne nous regarde pas. Tous les Français, dit le Code, sont égaux devant la loi. Les journaux aussi.

« Ah! vous demandez l'égalité! mais nous voudrions bien savoir si les vieux journaux à cautionnement pratiquaient l'égalité lorsqu'ils mettaient dans leurs poches toute la valeur du timbre abol par la révolution, au lieu d'en faire jouir leurs abonnés.

« Tous les abonnements faits antérieurement au 24 février, abonnements de trois mois, de six mois, etc., etc., faits sous le régime du timbre et continués sans diminution pendant toute la durée de la souscription, ont donné aux journaux un bon qui, pour les feuilles de Paris seulement, doit s'élever à plus de deux millions!

« Nous ne savons si c'était là de l'égalité, mais à coup sûr c'était de la boutique et de la pire espèce.

« Et d'ailleurs qu'on ne vienne pas rappetisser cette question qui domine les questions du jour de toute la hauteur d'un grand principe, en nous parlant de l'inégalité de situation qui existe entre les anciens journaux à cautionnements et les nouveaux journaux sans cautionnements! Cette inégalité cessera d'exister le jour où le ministre de la justice de la république, comprenant enfin son devoir, viendra réclamer de l'assemblée nationale l'abrogation formelle de la loi sur le cautionnement des journaux. Quand cette abrogation aura été législativement prononcée, les gérants des anciens journaux, propriétaires de cautionnements déposés au trésor, s'adresseront au ministre des finances pour en réclamer le remboursement. Ce ne sera plus là qu'une question de comptabilité qui, pour nous servir de l'expression du *Journal des Débats*, ne nous regardera pas, et qui n'empêchera pas l'égalité des journaux devant la république d'être réelle. »

Par arrêtés de la commission du pouvoir exécutif, sur la proposition du citoyen ministre de l'intérieur, ont été nommés préfets :

Les citoyens Félix Avril. — Calvados.

Emile Olivier. — Bouches-du-Rhône.

Farjasse. — Aube.

Lamarque. — Aude.

Pasquier. — Charente.

Vissoq. — Charente-Inférieure.

Casavent. — Haute-Garonne.

Richard. — Haute-Loire.

Ballon. — Lot-et-Garonne.

Billaudel. — Moselle.

Cerfbeer. — Saône-et-Loire.

Dussart. — Seine-Inférieure.

Laroche. — Tarn-et-Garonne.

Poupart. — Vaucluse.

Saint-Marc. — Vosges.

David de Thiais. — Basses-Alpes.

Le citoyen Recurt, ministre de l'intérieur, vient d'adresser à tous les préfets la circulaire suivante :

« Paris, le 17 juin 1848.

Citoyen préfet,

« La république, en consacrant l'égalité de droits pour tous les citoyens, a élevé et agrandi les devoirs des fonctionnaires. — Le gouvernement doit attendre de ceux qu'il associe à sa mission plus de zèle, plus de dévouement que n'en pouvait exiger un pouvoir de privilège, ennemi de la liberté.

« La monarchie a vécu de défiance et de corruption. La république commande la droiture et invite à la confiance.

« Aujourd'hui le gouvernement doit reposer sur l'assentiment de la nation tout entière; à cette condition seulement l'autorité sera forte, légitime, inébranlable; car les citoyens comprendront qu'elle n'est qu'une émanation de chacun d'eux, et ils la défendront comme leur propre ouvrage, comme l'expression vraie de leur volonté collective. Aussi, citoyen préfet, vos administrés sont en droit d'attendre beaucoup de vous, car le poste éminent que vous remplissez suppose le mérite, et le mérite doit être prouvé, non-seulement par le choix qu'on a fait de vous, mais encore par la sagesse des actes de votre administration.

Vous serez peut-être longtemps encore placé entre deux écueils que l'on trouve toujours à la suite des révolutions : d'une part vous rencontrerez les impatiences et les emportements téméraires ; de l'autre les tendances vers un passé qui ne peut plus renaitre ; l'un et l'autre de ces écueils pourront être redoutables. Faites preuve d'une énergie intelligente et sage, maintenez-vous résolument dans la ligne de vos devoirs envers le pays, et aucun d'eux n'offrira de dangers.

On parle de réaction ; mais que pourra jamais l'entêtement intéressé de quelques hommes contre l'assentiment populaire, contre la voix de la généralité des citoyens saluant la république comme le seul gouvernement possible, et non comme une conquête nouvelle, mais comme un héritage légitime qui nous avait été dérobé pendant cinquante années ? Ne l'oubliez pas, citoyen préfet, nos fautes seules pourraient offrir des chances à la réaction ; que notre administration soit ferme, digne, honnête, et tous les intérêts, toutes les opinions se rallieront en faisceau autour de la république.

Quant aux républicains impatients, faites leur comprendre que les fruits ne se recueillent qu'après un long travail. Il a fallu passer par de nombreuses épreuves avant d'arriver à la constitution d'un gouvernement populaire. Sans doute de nouveaux progrès doivent s'accomplir ; mais on ne franchit pas en un jour l'espace de plusieurs années. Les hommes de dévouement, fermement attachés à la république, vous écouteront ; c'est à vous de les convaincre que de folles ardeurs peuvent la compromettre.

Cependant si des ambitions, quel que soit leur drapeau, voulaient exploiter à leur profit personnel la vivacité des espérances prématurées des uns, les regrets insensés des autres, vous leur prouveriez, par une prompt répression, que le gouvernement de l'Etat ne saurait être chaque jour remis en question. De même que nous devons des garanties à la liberté, nous en devons à l'ordre public ; c'est dans la conscience de ce double devoir que vous prendrez, citoyen préfet, la règle exacte de votre conduite.

J'aurai à vous entretenir plus tard des détails qui concernent spécialement le département que vous dirigez, aujourd'hui je dois me renfermer dans des instructions générales. — Il vous reste encore des préjugés à vaincre, de fausses traditions à combattre ; une sage administration, soyez-en certain, dissipera toutes les erreurs. Que la justice de vos actes, que la bienveillance de vos paroles fassent aimer la république ; que la révolution ne soit pas un bouleversement stérile, mais une rénovation bienfaisante. Que le gouvernement populaire soit le raffermissement de la famille et de la propriété, ces deux bases indestructibles de l'édifice social ; alors tous les intérêts unis, tous les sentiments en harmonie feront de notre glorieuse république un monument civilisateur à jamais impérissable.

Salut et fraternel adieu.

Le ministre de l'intérieur,
RECURT.

Souscription à profit des familles des gardes nationales victimes des événements du 15 mai.

Dernière publication du 6 juin	7,049 40
MM. Barbet et Regnaud, notaires à Fismes (Marne)	10 »
M. Tohausen, agent consulaire de France à Lubeck	10 »
M. Perrin, propriétaire	5 »
Collecte du poste de la rue Mauconseil	6 25
Le 4 ^e compagnie du 1 ^{er} bataillon de la 1 ^{re} légion	265 10
La 4 ^e compagnie du 4 ^e bataillon de la 1 ^{re} légion	78 55
Reçu d'un anonyme	10 »
Les membres de l'assemblée nationale	13,195 »

Total au 18 juin . . . 20,629 40

Un arrêté du ministre de l'intérieur, en date du 29 mai dernier, a confié au maire de Paris et au commandant supérieur des gardes nationales de la Seine, le soin de lui présenter les propositions relatives aux pensions, secours et indemnités qui devront être accordées aux gardes nationaux blessés, et aux veuves et orphelins des gardes nationaux tués à Paris dans la journée du 15 mai dernier. Une commission vient d'être formée à cet effet : elle se compose ainsi :

Président, M. Moreau, maire du 8^e arrondissement ;
L'intermédiaire militaire de la garde nationale ;
Le colonel Cosnard, de la 1^{re} légion (bavlière) ;
M. Simonnet, chef du secrétariat à la préfecture de police ;
M. Bayard, sous-chef du bureau de la garde nationale à la mairie de Paris.

Mais, en attendant le résultat du travail qui se prépare, le commandant supérieur a pensé que ces familles pouvaient avoir des besoins pressants à satisfaire, et après avoir pris des renseignements près des colonels des légions, il leur a fait remettre par des officiers de son état-major, à titre d'avances, les sommes suivantes prélevées sur les fonds des souscriptions ci-dessus :

A veuve Canard, rue de Montreuil, 98, à Charonne.	500 f.
A veuve Provost, rue des Nonaindières, 9.	500 »
A Paul-Pierre, rue de Grand-Charonne.	300 »
A Delpeuch, route de Montreuil, 29.	300 »
A Beaulis (Antoine), rue de Montreuil, 98.	300 »
A Guesnay, rue du Château, à Charonne, 2.	100 »
A Martincourt (Louis-Victor), sergent-fourrier au Grand Charonne.	200 »
A Felit (Toussaint-François), rue Saint-Germain, à Charonne, 2.	200 »
A Roswag (Victor-Nicolas), rue de Montreuil, à Charonne, 91.	400 »
A Millet, ouvrier, à Charonne.	450 »
A veuve Strasslin, rue de Charonne, 177.	300 »

2,950

Dans le bataillon de Bercy, une collecte ouverte spontanément a produit une somme de 17 à 1,800 fr., qui sera placée sur la tête des deux enfants de la veuve Provost, jusqu'à leur majorité.

Ces témoignages de sollicitude ont été reçus avec reconnaissance par ceux qui en ont été l'objet, et nous pouvons affirmer d'une manière certaine que tous en sont dignes, non-seulement par le malheur qui les a frappés, mais encore et surtout par les plus nobles sentiments et la conduite la plus honorable.

Correspondance particulière.

Francfort-sur-Mein, le 15 juin.

Aujourd'hui le parlement ne tient pas de séance parce que les commissions n'ont pas encore achevé leurs rapports.

Le congrès démocratique dont je vous ai parlé dans une correspondance antérieure, s'est effectivement réuni depuis hier ; il se compose de 200 délégués, envoyés des associations démocratiques de toute l'Allemagne.

Un public immense assiste aux discussions de ce congrès, dont le but principal est de tomber d'accord sur la forme du gouvernement à établir dans toute l'Allemagne. L'assemblée est présidée par le professeur Trove.

Les séances se tiennent dans la vaste salle de l'Hôtel d'Allemagne. La séance d'hier a été très animée ; un délégué nommé Gotschalk, de Cologne, a formulé ainsi les vœux unanimes de tous les délégués concernant la future forme de gouvernement :

« La seule constitution possible pour l'Allemagne est la république démocratique, c'est-à-dire une société dans laquelle la totalité prend l'engagement d'assurer la liberté et le bien-être de chacun.

Un grand nombre d'amendements ont été présentés, mais ils ne différaient que par des nuances de rédaction du projet primitif avec lequel ils concordent au fond.

Le mot possible a soulevé de grands débats ; plusieurs délégués proposent d'y substituer le terme durable (haltbar) ; cette discussion a exigé un vote spécial, et le terme durable a été adopté par une grande majorité. Après la séance, les délégués, les députés démocrates du parlement,

accompagnés d'un public nombreux, se sont rendus dans un grand jardin pour respirer la fraîcheur de la soirée, et là un Allemand a donné lecture du *memorandum* de M. Lelewel, lequel est déjà imprimé dans le journal officiel du parlement.

On a porté un triple *vivat* à la Pologne et à M. Lelewel.

Un autre démocrate, placé sur une table, a pris la parole en faveur de l'indépendance de la Pologne ; il a exhorté principalement les délégués de Berlin à ne pas ajouter foi aux assertions mensongères des journaux antidémocratiques sur les événements de Posen.

Cet orateur, quoique n'étant pas allemand, a eu le courage de demander aux Allemands de quel droit ils réclament Schleswig-Holstein comme partie de la confédération allemande, si ce n'est par la raison que le sol de Schleswig-Holstein est allemand, bien qu'il soit habité par plusieurs cent mille Danois ; l'orateur a tiré par une identité de raisons la conclusion que le duché de Posen doit nécessairement faire partie de la future Pologne.

Enfin, l'orateur en question s'est écrié : « Nation allemande ! il est de votre devoir sacré de rendre par vous-même à la Pologne les provinces que vos gouvernements ont spoliées d'une manière odieuse ; ce serait une honte pour vous, si vous étiez capable, après votre régénération politique, de profiter des rapines commises par vos rois ! »

Aujourd'hui le congrès démocratique discute le projet de former une commission centrale, dont les attributions seraient de se mettre en rapport avec toutes les sociétés démocratiques, de faire une propagande active pour le prompt succès de la démocratie ; jusqu'à ce moment la nomination de cette commission n'a pas encore eu lieu.

Je revoie ma lettre pour vous communiquer un fait qui peut avoir des conséquences graves. — Vous savez que Frédéric Hecker, chef de l'échafaudage républicain de Bade, maintenant exilé en Suisse, a été élu député au parlement ; le congrès démocratique vient de décider qu'une adresse sera présentée au parlement, pour exiger que Hecker soit admis nonobstant les poursuites par contumace dirigées contre lui.

Voici ce que nous adresse de Rome notre correspondant. Cette lettre a le mérite de présenter la situation politique de la capitale du monde chrétien sous un aspect peu connu, mais qui est de la plus complète exactitude ; nous le tenons de la source la plus sûre :

Rome, le 31 mai 1838.

Monsieur le directeur,

Vous aurez sans doute de la peine à vous expliquer ce qui se passe à Rome depuis un mois. C'est, en effet, une situation bien étrange et sans précédent dans l'histoire de l'Eglise. D'un côté, un Souverain-Pontife déclarant à la face du monde entier qu'il ne veut prendre aucune part à la guerre qui désolé une partie de l'Italie, et que c'est contrairement à ses ordres que les troupes romaines ont franchi les frontières de ses Etats ; d'un autre côté, des ministres qui, au nom du même Pontife, soutiennent officiellement cette guerre de toute leur énergie, et une presse qui attribue journellement à Pie IX des actes et des paroles manifestement contradictoires avec ses solennelles déclarations.

Un tel spectacle, qui semble mettre le Saint-Père en contradiction avec lui-même, est bien propre à désoler les catholiques et à fournir des armes aux ennemis de l'Eglise. Des écrivains étrangers, peu au courant de ce qui se passe à Rome, ont cru résoudre la difficulté en séparant dans le pape sa qualité de prince temporel de celle de pontife. Mais c'est là une interprétation de la conduite du pape qui blesse souverainement la loyauté et le caractère sacré de Pie IX. Non, ce grand pape n'a jamais démenti la parole qu'il a donnée à l'Eglise. Dans son allocution consistoriale, il a protesté, non-seulement qu'il ne déclarerait pas la guerre, mais encore qu'il ne veut pas se jeter dans le tumulte des armes, et par conséquent qu'il garderait une parfaite neutralité vis-à-vis des parties belligérantes.

Eh bien ! Pie IX n'a rien dit, rien fait qui ne soit parfaitement conforme à ces déclarations. Toutes les paroles en sens contraire, qu'on lui attribue, ne sont que d'audacieuses inventions de la presse, qui à Rome et en Italie est arrivée à un tel excès d'impudence qu'on n'en trouve point d'exemple ailleurs.

Quant aux ordonnances, aux ordres du jour, etc., par lesquels des ministres ont osé, au nom du souverain, soutenir la guerre, disposer des ressources de l'Etat, faire de nouveaux préparatifs, exciter de plus en plus les sujets pontificaux, le Saint-Père a fait d'énergiques protestations contre tous ces actes, formellement contraires à son allocution et attentatoires à sa souveraineté. Il désavoue également l'adresse que les ministres lui ont présentée au sujet de sa lettre à l'empereur d'Autriche, l'adresse où l'on attribue au Pape des sentiments qu'il n'a jamais manifestés. Il proteste encore contre le ministère laïc pour les affaires extérieures séculières qu'on lui a imposé, et qu'il repousse de toutes ses forces, comme pouvant compromettre, sous le rapport religieux, ses relations avec les nations étrangères.

Le système d'oppression qui pèse sur lui, empêche le pape de faire connaître sa volonté par des actes publics. Le journal officiel est aux ordres du ministre Mamiani, et aucune ligne ne peut y paraître que sous son bon plaisir. La presse non officielle est entièrement dévouée au parti exilé ou comprimé par la crainte. Pour sortir de cet état d'oppression, il ne resterait au Souverain-Pontife qu'à courir les chances d'un coup d'Etat ; mais il recule devant le danger de voir la ville sainte arrosée du sang de ses enfants. Il se borne à faire connaître ses protestations à ceux qui l'approchent.

Luttant contre deux partis extrêmes dont l'un l'opprime, dont l'autre le pousse à la réaction, Pie IX est resté presque sans appui dans la voie du progrès modéré, de sage liberté où il était entré si glorieusement. Dans cette lutte si douloureuse à tant d'égards, ce qui l'afflige le plus c'est de voir compromis les intérêts sacrés de l'Eglise. Aussi l'amertume qui inonde son âme, les souffrances morales qu'il endure, font-elles craindre sérieusement pour sa santé.

Vous comprenez quelle doit être ici, au milieu d'aussi tristes circonstances, l'affliction de tous les gens de bien. Tout Rome est en prières et attend que le Seigneur daigne jeter un regard propice sur la ville sainte. Les autres nations catholiques joignent sans doute leurs prières aux nôtres, car c'est notre Père commun qui subit cette persécution d'un genre nouveau.

J'apprends à l'instant que la *Gazette de Rome* va donner un démenti au bruit qui commence à se répandre, de l'oppression où l'on tient le Pape. Les détails que je viens de vous donner et dont je garantis la parfaite exactitude, vous montreront assez quelle confiance peut mériter une pareille déclaration.

Voici l'article de la *Gazette de Rome* dont il est parlé dans la lettre qui précède :

« Quelques personnes et quelques journaux étrangers, que nous voulons croire animés d'un zèle en soi digne de louange, ont commencé à représenter les événements de Rome d'une manière par trop inexacte et erronée. Pour donner un échantillon de ces inexactitudes et de ces erreurs, il suffit de noter qu'on affirme qu'il existe à Rome un grave dissentiment entre le Souverain-Pontife et le peuple ; qu'on y a tenté d'établir un gouvernement provisoire ou même républicain ; qu'on y tient la personne du pape comme prisonnière ; que le gouvernement est tombé aux mains d'une faction qui force le pontife à renoncer au pouvoir temporel.

« Nous aurions méprisé ces accusations et laissé au témoignage manifeste et visible des faits le soin de montrer la vérité, si le nombre n'était pas si grand de ceux qui ne connaissent pas la situation véritable de l'Italie, et si plus grand encore n'était pas le nombre de ceux pour lesquels il n'y a pas d'assertion si exorbitante et si invraisemblable qui n'engendre le soupçon.

« Le peuple romain, comme tous ceux qui ont commencé à goûter la liberté et qui veulent puissamment l'indépendance, se montre gardien jaloux de ses droits ; mais, à le prendre dans son universalité, il n'a jamais voulu les outrepasser ; et si, à Rome, comme dans le reste de l'Europe, des troubles peuvent survenir, la justice voudrait qu'on en reportât la cause à cette agitation presque inévitable dans toute réorganisation des

choses politiques, et lorsqu'un peuple commence à exercer des droits et des fonctions spéciales dont l'exercice lui était jusque-là ou inconnu ou interdit.

« Aucun grave dissentiment ne peut exister entre le Souverain-Pontife, que tous placent au sommet de leurs espérances nationales, que tous reconnaissent comme l'initiateur de la liberté dans ses Etats, et le peuple romain, chaudement dévoué à Pie IX. A Rome, bien qu'elle fût vide de troupes et confiée à la garde de ses citoyens, on n'a jamais tenté de changer la forme du gouvernement ou de porter atteinte à cette autorité que le Pontife a voulu se réserver dans les choses civiles.

« Quant à l'accusation que les Romains tiennent leur Pontife comme prisonnier, elle est tellement imprudente et mensongère que nous ne croyons pas de notre dignité, de la dignité du peuple romain, de nous arrêter à une longue réfutation. Pour preuve de la très pleine et absolue liberté de Pie IX, ses actes suffisent, et, entre tous, le plus récent, celui de la médiation offerte et poursuivie par lui-même entre l'Autriche et l'Italie.

NOUVELLES DE L'ETRANGER.

Prusse.

LEIPSICK, 15 juin. — On nous écrit de Berlin que l'on s'y est battu la nuit dernière. Le peuple a attaqué l'arsenal. La garde bourgeoise a montré peu d'empressement, et le 24^e régiment, qu'on avait fait venir, était si mal disposé, qu'après avoir long-temps refusé, il a fini par tirer, mais si mal, que du côté des insurgés il n'y a eu que six hommes tués. (Gaz. universelle allemande, 16 juin.)

LEIPSICK, 15 juin. — On nous écrit de Berlin que l'on s'y est battu la nuit dernière. Le peuple a attaqué l'arsenal. La garde bourgeoise a montré peu d'empressement, et le 24^e régiment, qu'on avait fait venir, était si mal disposé, qu'après avoir long-temps refusé, il a fini par tirer, mais si mal, que du côté des insurgés il n'y a eu que 6 hommes tués.

DERLIN, 16 juin. — Pendant le pillage de l'arsenal, le peuple enfonçait, dans la ville, des boutiques d'armuriers et en enlevait les armes. Les émeutiers voulaient s'emparer des armes du Théâtre-Français, mais la garde civique leur a résisté. Là dessus on éleva des barricades. Le procureur du roi près le tribunal criminel a fait arrêter plusieurs individus. Le président du conseil a annoncé à l'assemblée nationale que des mesures avaient été prises pour assurer le maintien de l'ordre. (Gazette de Spener, 16 juin.)

Autriche.

Vienne, 14 juin. — Le baron de Pillersdorf, ministre de l'intérieur, a annoncé officiellement à la commission de sûreté les événements de Prague et lui a déclaré, que, vu la gravité des circonstances, il avait jugé à propos d'envoyer à Prague deux commissaires, munis de pleins pouvoirs, qui devront rechercher les causes du désordre et prendre des mesures pour rétablir l'ordre public. M. de Pillersdorf ajoute que le comte Léon Thuun étant prisonnier dans le Clementinum à Prague, il y a lieu de présumer que le gouvernement provisoire n'existe plus. (Moniteur prussien, 17 juin.)

Hongrie.

PESTH, 10 juin. — Hier soir, il y a eu chez l'archiduc Etienne un conseil de ministres qui a duré 3 heures. Les nouvelles apportées d'Agram, ont fait l'objet des délibérations. Le ban de la Croatie, par un courrier, n'a pas obéi aux ordres de l'empereur. Au lieu de se rendre auprès de S. M., il a ouvert, le 5 courant, l'assemblée de la province, et s'est fait installer, avec la plus grande cérémonie, comme ban-vice, et s'est fait installer, avec la plus grande cérémonie, comme ban-vice, et s'est fait installer, avec la plus grande cérémonie, comme ban-vice. Le ministre rapporte que font craindre une invasion des Serbes, qui se rebelle les forment toutes les mesures nécessaires pour opposer au mouvement de ces militaires les plus imposantes. Notre gouvernement dispose de 40,000 hommes ; sans compter les troupes Seckler, dans la Transylvanie. (Gazette de Breslau, 15 juin.)

— 11 juin. — Il est arrivé des nouvelles alarmantes du banet et de la frontière. Les Serbiens, dans le Neusatz et le Grand Kikinda, sont en pleine révolte.

Italie.

MILAN, 13 juin, 9 heures du soir. — Un courrier extraordinaire apporte la nouvelle inattendue et douloureuse que l'héroïque Vicence est tombée le 11 au pouvoir de l'ennemi.

— Les derniers renseignements portent que la perte des Autrichiens sous Vicence a été de 5,000 morts et blessés. Radetzki est rentré à Vérone avec 40,000 hommes. Ce matin Charles-Albert a attaqué Vérone à la tête de 40,000 hommes. Padoue est en état, si on l'attaque, de faire une vigoureuse résistance. Elle a une forte garnison sous les ordres de Charles Bismarck. Elle peut recevoir des renforts de Trévise, qui n'est pas menacée. D'ailleurs, Padoue peut être défendue par des inondations. (Gaz. de Milan, du 13.)

MONSELICE, 12 juin. — Le mont Berico, défendu d'une manière surhumaine par les colonels Azeglio et Cialdini, a été emporté après le combat le plus vif par les troupes autrichiennes. Les deux colonels ont été blessés, mais légèrement ; 50 pièces d'artillerie pendant ce temps grondaient contre la ville. Vers l'Ave Maria, le général Durando, sachant qu'il n'y avait plus de munitions, a pensé à sauver la ville par une capitulation ; on l'abîmait du haut du mont Berico où quatre batteries avaient été disposées. Le drapeau blanc, arboré sur la ville, a fait cesser le feu immédiatement. Pendant la nuit, on a discuté les articles de la capitulation. La garnison sortira de la place avec les honneurs militaires et conservera ses armes ; seulement les soldats de cette garnison promettent de ne pas se battre pendant trois mois. La ville est assurée, quant à l'existence et à la propriété des habitants. Quiconque voudra sortir avec les troupes pontificales, sera considéré comme faisant partie de ces troupes. La place sera évacuée avant midi. Les Autrichiens comptent 30,000 hommes et 69 canons, avec une forte cavalerie.

— Les défenseurs de Vicence ont eu 500 hommes tués ou blessés. Les Suisses, y compris l'artillerie, ont perdu beaucoup de monde. La ville a pu souffrir au centre mais beaucoup dans sa circonférence. Le feu du mont, et d'autre part a duré quinze heures. Deux maisons ont été brûlées par le mont Berico. Le général Durando et le colonel Bellazzi, toujours au plus fort du danger n'ont pas été blessés. — Sans doute la prise de Vicence est un échec, mais l'armée du roi Charles-Albert conserve sa position. C'est à Véronne qu'est le nerf de la guerre, c'est là qu'elle se décidera. (Gazette piémontaise, du 14 juin.)

ROME. — 9 juin. — Dans le discours ministériel présenté à la première séance du corps délibérant, on remarque ce passage : Notre prince (Pie IX) comme père de tous les fidèles, demeure en la haute sphère de son autorité ecclésiastique ; il vit dans la serene paix des loges, dispense au monde la parole de Dieu, prie, bénit et pardonne. (Ben.) Comme souverain et gouverneur constitutionnel de la population, il laisse à votre sagesse à pourvoir à la majeure partie des choses temporelles. Le statut, usant sa sanction personnelle et politique à la sanction catholique, proclame que les actes du prince sont sacrés et non attaques, qu'il est uniquement l'auteur du bien et qu'il ne peut en aucune manière participer au mal.

Si l'on considère les choses à ce point de vue, assurément, dans le cas où le gouvernement représentatif n'eût existé nulle part, il eût dû être inventé pour les provinces romaines. (Applaudissements.) Les corps délibérants sont appelés à aider le souverain à compléter le nouvel édifice constitutionnel, à moraliser la liberté, et à faire fleurir la religion. (Applaudissements.) Quant à la cause nationale italienne, nous avons fait, depuis que nous sommes entrés à la direction des affaires, tout ce qu'il était possible de faire pour en activer le succès. Nous avons placé nos troupes et nos volontaires sous la tutelle et le commandement immédiat de Charles-Albert, réservant toutefois au pontife et à son gouvernement toutes les prérogatives, et tous les droits que notre dignité

aussi bien que les siennes réclament. Vous en jugerez par les termes de la convention qui nous sera soumise.

Le pontife, mu par ses sentiments apostoliques aussi bien qu'italiens, a désiré s'interposer entre les combattants et faire entendre aux ennemis de notre commune patrie combien il serait à la fois cruel et inutile de disputer aux Italiens leurs frontières naturelles et leur fusion en une seule famille bien unie. (Applaudissements.)

Le ministère a cru devoir remercier le pontife d'avoir établi, pour première et fondamentale condition de paix et de concorde, la restitution aux Italiens de leurs frontières naturelles. Le ministère avait l'espoir que cette déclaration implicite de la justice de la cause italienne répandrait de nouvelles bénédictions sur les armes généreuses de nos populations, et que le roi Charles Albert y puiserait un nouveau stimulant pour poursuivre sans aucune trêve sa victoire. (Bravo !)

En ce qui touche nos relations avec les peuples d'outre-monts, notre plus vif désir est qu'on nous laisse pourvoir nous-mêmes à notre sort. Le plus grand malheur qui pourrait aujourd'hui peser sur notre nation, serait l'amitié trop fervente et trop active de quelque grand potentat.

Nous n'avons pas de haine, loin de là, nous avons de l'estime et de l'affection pour la vertueuse et très docte nation allemande, et nous sommes tout disposés à offrir notre amitié aux Autrichiens, à dater du jour où son dernier soldat aura évacué le dernier ponce de territoire italien.

NOUVELLES DIVERSES.

On lit dans le *Sémaphore de Marseille* du 16 juin :

« Les dernières nouvelles de Rome, apportées par le *Castor*, sont d'une haute importance. Elles ne peuvent manquer d'avoir dans le monde politique un grand retentissement. L'intérêt de ces nouvelles se résume dans un seul document, la déclaration a été lue aux chambres qui sont maintenant constituées; elles prouvent que le pape est entré franchement dans les vues de son ministère, composé d'hommes éminents et pleins de loyauté.

La partie austro-jésuitique est consternée de l'attitude prise par le pouvoir. La chambre, à vrai dire, ne s'attendait guère à ce qui est arrivé. Cet exposé net et ferme des principes qui doivent guider les membres du pouvoir, a produit sur les députés la plus heureuse impression. C'est au point que le ministre dirigeant a été interpellé par un membre, qui a demandé à connaître l'opinion de Pie IX sur les doctrines émises dans cet heureux document.

M. Mamiani a répondu : « Je puis affirmer à MM. les députés que le discours dont je viens de leur donner lecture a été écrit du consentement du Saint Père et avec son entière approbation. »

Des applaudissements unanimes ont éclaté à ces paroles. Rome est dans la joie; le public est rassuré. Tout le monde s'écrit : Pie IX est toujours le grand pape. Le fait est qu'il vient de destituer un prélat, agent actif et dangereux du parti austro-jésuitique, qui avait mis tout en œuvre pour anéantir le programme du ministère. La population de Rome est dans l'enthousiasme.

Dans la chambre des lords, il a été présenté une pétition d'acteurs anglais se plaignant du nombre croissant des acteurs étrangers à Londres. Cette pétition a été, nous devons le dire, reçue avec des marques générales de désapprobation, et plusieurs membres de la chambre ont protesté contre les scènes peu honorables qui se sont passées ces jours derniers dans la salle de Drury-Lane.

L'ancien aide-de-camp d'O'Connell, Tom Steele, qu'on appelait le *pacificateur*, et qui s'était jeté dans la Tamise, il y a quelques semaines, vient de mourir à Londres dans la détresse et dans le désespoir. Il avait été riche; il était très lettré, et généralement aimé. Comme il arrive toujours, tous les partis n'ont plus que des éloges à lui donner.

On lit dans l'*Observateur* : Dans la nuit du 12 au 13, à Comines (France), sont venus, armés de bâtons, sur le territoire belge en fermier de Wervioq et l'on emmené avec eux en l'obligeant à crier sans cesse : *Vive la république* !

À la suite de ces exploits, ils ont été frappés à un cabaret situé à Comines, menaçant l'hôtesse de mort si elle ne se levait pas. Dans l'intervalle, ledit fermier a pris la fuite. Ces malfaiteurs sont connus.

La 2^e légion est convoquée pour jeudi prochain, 22 de ce mois, à l'effet de nommer un colonel, en remplacement de M. Clément Thomas. Le scrutin, ouvert à cinq heures, sera fermé à neuf heures du matin.

Une dépêche du ministre de la marine interdit aux commandants, des navires de guerre de la république d'embarquer leurs femmes à bord, sous peine d'être immédiatement démontés de leurs commandements.

Le nombre des gardes nationaux blessés dans l'affaire de Givonne, près Sedan, est plus considérable qu'on ne l'avait dit; mais les blessures ne sont pas dangereuses. Parmi les insurgés, un individu qui avait porté un coup de sabre à un gendarme a été par celui-ci percé d'un coup de baïonnette, et il est mort des suites de cette blessure.

Les 700 fûts de vins restés dans les caves de l'ex-liste civile ont été vendus cette semaine. La vente a été très peu suivie le premier jour; mais les amateurs étaient plus nombreux le second, et les mêmes crus qui s'étaient vendus de 150 à 180 fr. la pièce, ont bientôt monté à 3 et 400 fr.

Les vins de M. d'Appony se sont également bien vendus. Le johannisberg, cachet d'or, a monté jusqu'à 18 et 19 fr. le flacon. Le mobilier meublant de l'ex-ambassadeur d'Autriche a été cédé à d'assez bas prix, mais les objets de fantaisie ont trouvé des amateurs assez empressés.

Voici les titres des journaux nouveaux qui ont paru dans la semaine : *Le Petit Caporal*, la *Redingote Grise*, l'*Aigle*, l'*Accusateur public*, le *Courrier de la Chambre*, le *Courrier de l'Assemblée nationale*, l'*Echo du peuple*, l'*Europe républicaine*, le *Franc-Magon*, la *Jeune république démocratique et sociale*, le *Journal des travailleurs*, le *Napoléonien*, le *Napoléon républicain*, le *Nouveau Figaro*, le *Propagateur républicain*, le *Propagateur universel*, la *République des femmes*, les *Archives du peuple*, la *Colère d'un vieux républicain*, les *Lunettes des pères Duchêne*, la *Politique des femmes*, la *France*, le *Volcan*, le *Pilori*, le *Diable rouge*, les *Salimbanques*, le *Diogène sansculotte*.

Une dépêche télégraphique, arrivée ce matin, annonce que l'ordre est complètement rétabli à Nîmes.

Les troubles que l'on a eu à déplorer n'avaient aucun caractère politique. Des troupes ont été dirigées sur Nîmes, d'Avignon et de Tarascon.

Samedi dernier, une jeune fille venait de se jeter du quai Napoléon dans la Seine. Heureusement, le citoyen A. Thovelin, caporal de sapeurs-pompiers, ne consultant que son humanité, franchit immédiatement le parapet, et, se précipitant à sa suite, parvint à l'arracher à une mort certaine.

Le citoyen Thovelin s'était déjà signalé à la reconnaissance publique par d'autres traits de dévouement non moins louables.

Un journal vient d'annoncer que, par une dépêche télégraphique, il a été prescrit au général commandant la 14^e division militaire, à Nantes, de suspendre, jusqu'à nouvel ordre, le départ de jeunes soldats de la classe de 1847.

L'avis donné par ce journal est incomplet, attendu que la mesure dont il s'agit s'applique seulement à la portion de ces jeunes soldats qui est destinée à la marine.

On annonce le trait suivant de l'histoire d'un prétendant. C'était à Londres, en 1839 ou 1840. Une grande notabilité militaire se trouvait en Angleterre. A ce moment même, engagé à aller rendre ses devoirs au neveu de son ancien maître, l'homme de guerre refusa. Invité à se rendre dans un loge louée au Queen's-Théâtre, pour s'y rencontrer comme par

hasard avec le prince, le vieux guerrier se fit attendre vainement. Il paraît cependant qu'on attachait beaucoup d'importance à se faire voir en sa compagnie.

Dès négociations s'ouvrirent de nouveau par l'entremise d'un célèbre avocat; et, à de certaines conditions stipulées et exécutées d'avance, le neveu d'un grand homme eut pendant une demi-heure l'honneur de se faire voir à la reine d'Angleterre et à l'aristocratie britannique, en compagnie d'un des plus illustres lieutenants de son oncle.

Le *Droit* rapporte en ces termes un vol commis avant-hier matin, avec une audace incroyable, sur la place de la Bourse :

Un jeune homme était allé à la Banque chercher 70,000 francs, qui lui avaient été remis en billets. Arrivé sur la place de la Bourse, il entra chez le marchand de tabac dont le magasin se trouve à côté du théâtre du Vaudeville, et pour choisir des cigares il eut l'imprudence de mettre la liasse de billets dans la poche de derrière de sa redingote. Aussitôt un individu, qui l'avait probablement vu sortir de la Banque et suivi jusque là, est entré dans la boutique et a demandé du tabac. Pendant que la demoiselle de comptoir le pesait, cet homme a lestement introduit sa main dans la poche de l'amateur qui était penché sur une caisse de cigares, s'est saisi de la liasse de billets et a pris la fuite.

Avant que les personnes présentes fussent revenues de leur surprise, le voleur était déjà loin; il n'a pu être arrêté.

Hier, la nouvelle garde républicaine, réunie à la caserne des Célestins, a été passée en revue par le citoyen Trouvé-Chauvel, préfet de police. Parmi les citoyens qui composent cette garde, les uns sont d'anciens militaires qui ont glorieusement soutenu le drapeau de la France, les autres ont fait leurs premières armes sur les barricades; cependant ils n'ont pas un aspect moins martial que ceux de leurs frères qui sortent des rangs de l'armée. La garde républicaine qui vient d'être organisée, est véritablement un corps d'élite sous tous les rapports. Le même esprit anime tous ces hommes, c'est celui de véritables soldats de la République. Ils seront les premiers à défendre les droits du peuple, si jamais on lui disputait ses conquêtes; ils seront aussi les premiers à défendre la République et la cité contre tous les fauteurs de désordre, car ils savent que les ennemis de la République, ne pouvant l'attaquer à force ouverte, voudraient la rendre impossible en perpétuant les troubles qui paralysent le travail et l'industrie.

Après avoir parcouru les rangs de la garde républicaine, le préfet de police lui a adressé une courte allocution pour lui dire tout ce que Paris, tout ce que la patrie attendent d'elle, et pour lui rappeler qu'elle ne doit jamais avoir qu'un seul drapeau, celui de la République pure. Ces paroles patriotiques, dites avec l'accent de la plus intime conviction, ont été accueillies par les cris unanimes de *vive la République* !

Dès aujourd'hui, Paris possède une force armée qui est dévouée sans réserve à la République, qui sera à la fois intelligente et ferme dans l'accomplissement de ses devoirs, et qui prêterait un concours énergique aux citoyens de la garde nationale et de l'armée, toutes les fois que la liberté et l'ordre seront menacés.

On annonce que mardi prochain la garde républicaine sera passée en revue, au Luxembourg, par les membres de la commission du pouvoir exécutif.

La première séance du jury d'admission à l'école d'administration a eu lieu hier, sous la présidence de M. Jean-Reynaud, président de la haute commission des études. Tous les examinateurs étaient présents, et ont pu se communiquer les résultats généraux des examens de Paris et des départements. Ces résultats sont tout à fait satisfaisants, et il y a lieu d'espérer que la première promotion de l'école d'administration ne comptera pas moins de sujets distingués que ne l'ont fait les premières promotions de l'école polytechnique et de l'école normale. La jeunesse française a partout répondu, avec une louable ardeur, à l'appel nouveau qui lui a été adressé au nom de la République. Le jury a constaté avec beaucoup de contentement que les départements avaient formé proportionnellement un nombre de jeunes gens capables très considérable. Les examinateurs avaient pour mission de s'assurer en première ligne du mérite personnel des candidats, et en seconde ligne de l'étendue de leurs connaissances. C'est à l'aide de ce principe si sage, et appliqué avec beaucoup de patience et de sagacité par MM. les examinateurs, que l'égalité a pu s'établir entre les candidats formés dans les départements et les candidats préparés par les études généralement plus fortes de Paris.

Le jury d'admission a commencé son travail sur les procès-verbaux d'examen dressés par MM. les examinateurs, et il le poursuivra sans relâche. La liste des candidats admis sera publiée dès que ce long et minutieux travail aura pu être terminé.

M. le ministre de la guerre, accompagné des généraux commandant la première division militaire et de la place de Paris, du général Damesme, commandant de la garde nationale mobile, a passé hier au Champ de Mars la revue de quelques régiments de cavalerie, cuirassiers, dragons et lanciers, et de plusieurs bataillons de la garde mobile.

La cavalerie était rangée en bataille dans le champ de Mars et la garde mobile dans les contre-allées. Après la revue, le ministre et les officiers généraux qui l'accompagnaient se sont placés devant l'Ecole militaire; le défilé a commencé et s'est fait par escadron pour la cavalerie et par peloton pour l'infanterie. La tenue des troupes était fort belle; les manœuvres et mouvements ont été exécutés avec une précision qui a provoqué les éloges du citoyen ministre de la guerre et des généraux qui l'accompagnaient.

Une affiche placardée ce matin, et signée par les commissaires du banquet à 25 centimes, annonce que ce banquet aura décidément lieu le 14 juillet, anniversaire de la prise de la Bastille.

L'emplacement choisi s'étendra sur le terrain des fortifications, depuis le canal de l'Ouëre jusqu'à Neuilly.

Les départements sont invités.

On lit les lignes suivantes dans la *Gazette des Flandres* du 16 juin :

« Les bruits qui annonçaient une émeute formidable à Lille pour la journée d'hier, avaient été répandus jusque parmi les détenus de l'abbaye de Loos, qui avaient fondé sur le désordre promis l'espoir d'une évacuation générale.

Depuis que le travail est supprimé dans les prisons, ces hommes passent leurs journées dans les cours, livrés à l'oisiveté, à l'ennui, tempéré seulement par la permission de parler et de lire. Hier matin, ils se sont mis à grimper sur les épaules les uns des autres, en manière de courte échelle, pour atteindre le sommet du mur, ce qui eût été facile au plus grand nombre; ils n'auraient plus eu ensuite qu'à franchir de la même manière le mur de ronde, et se seraient trouvés dans la campagne.

Les gardiens se sont opposés, autant qu'il l'ont pu, à ces tentatives, qui n'étaient point accompagnées de violence à leur égard. Enfin, voyant leur insuffisance, ils ont réclamé le secours de la troupe de ligne qui est casernée à l'abbaye; l'arrivée des militaires a suffi pour tout faire rentrer dans l'ordre.

Par mesure de précaution, un détachement de hussards est parti ce matin pour Loos, bien qu'aucune nouvelle tentative n'ait eu lieu.

Un rassemblement de cent cinquante personnes environ, composé en majeure partie d'enfants de douze à quinze ans, s'est formé hier au soir aux alentours de la porte Saint-Denis; il a été facilement dispersé par les gardiens de Paris, sans l'intervention de la force armée.

Un certain nombre de ces enfants s'est dirigé vers la place de la Bastille et a grossi le noyau d'un autre rassemblement, au milieu duquel des individus assez bien vêtus péroraient avec animation et provoquaient la foule à crier : *Vive Louis-Napoléon* !

Entourés et cernés par la garde nationale, ces agitateurs, au nombre de quinze, ont été arrêtés, conduits au poste de la douane et dirigés de là sur la Préfecture de police. Tous, sans exception, étaient porteurs de sommes dont le chiffre n'était pas au dessous de 10 fr., et montait chez plusieurs d'entre eux jusqu'à 40 fr.

(Moniteur du soir.)

Par arrêté du 14 juin courant, le ministre de l'instruction publique et des cultes, sur la demande de la commission des récompenses nationales, a nommé boursier de l'Etat à pension entière, au lycée Descartes, le jeune Montassier, dont le père est mort des suites des blessures qu'il avait re-

çues le 23 février dernier, en combattant pour la cause de la République.

Une caricature étalée sur les boulevards représente le prince de Joinville surmonté du coq gaulois, et le prince Louis-Napoléon surmonté de l'aigle de Boulogne. Le premier dit : *Je suis l'oncle de mon neveu*, l'autre lui répond : *Je suis le neveu de mon oncle*.

On lit dans la *Revue de l'Ouest* :

Il paraît certain que Louis-Napoléon est resté pendant plusieurs jours à La Rochelle. La commission exécutive était instruite de sa présence dans la Charente Inférieure; elle avait donné des ordres sévères pour le faire arrêter; mais il est parvenu à échapper à toutes les recherches. Une estafette, arrivée à Niort dans la nuit de mardi, ordonnait à la gendarmerie et à la police de surveiller les voyageurs, d'exiger leurs passeports, et d'exercer la plus active surveillance dans tous les environs de notre ville. On annonce cependant que Louis Bonaparte tenait peu de compte de toutes les mesures que l'on prenait à son égard, et que, samedi, il a séjourné plusieurs heures dans notre ville, sans avoir été nullement inquiété par la police. Nous ne garantissons nullement ces détails qui ont acquis cependant une consistance assez grande pour que nous les publions.

Des faits graves, qui paraissent être le fruit de sourdes menées, viennent de s'accomplir au chef-lieu du canton de Saint-Pierre-de-Chignac, non loin de Périgueux. Depuis quelque temps, on s'apercevait que les dispositions d'un grand nombre de citoyens de cette localité étaient des plus hostiles. L'impôt des 45 centimes était le principal sujet de leurs récriminations. On les entendait déclarer qu'ils refuseraient absolument de payer cet impôt, et qu'ils opposeraient aux agents de l'autorité une résistance désespérée. Hier dimanche, les plus mutins se sont réunis sur la place publique du chef-lieu, afin de faire une manifestation solennelle dans le sens de leur opposition. Ils ont planté un arbre qualifié par eux d'arbre de la liberté et surmonté d'un drapeau noir. Aux branches de cet arbre ils ont attaché deux énormes crochets, avec menace d'y pendre ceux qui s'aviseraient de satisfaire aux prescriptions du fisc. — Le juge de paix, le maire et le curé ont été obligés de prendre la fuite.

La cour de cassation a annulé, sur le rapport de M. le conseiller J. L. Gillon, un arrêt de la cour de Montpellier, dans une question qui intéresse les contrées commerçantes : elle a déclaré que celui qui, soit comme propriétaire, soit comme mandataire salarié, négocie des effets de commerce sans les endosser, mais avec la simple signature ou l'endossement en blanc de son cédant ou de son commettant, n'est pas responsable de la fausseté de la signature du soi-disant souscripteur. La cour d'Aix avait jugé dans un sens opposé. Avis donc à ceux qui seraient tentés de prendre des valeurs négociables sans l'endossement personnel de ceux qui les cèdent.

On écrit d'Orléans :

Un incendie s'est déclaré, dans la nuit de mardi à mercredi, sur le chemin de fer d'Orléans à Tours. Le convoi marchait à toute vitesse. Une flamme, lancée sans doute par la machine, a communiqué le feu à l'immeuble d'une diligence des messageries nationales. Un voyageur, averti par l'odeur de la fumée, eut le courage et l'adresse de descendre sur le petit trottoir en bois qui longe les wagons, et il gagna ainsi le tender, d'où il put avertir le mécanicien.

Celui-ci arrêta le convoi; et au moyen d'un cri, on mit hors de la voie la diligence enflammée, dans laquelle se trouvaient des femmes et des enfants. Quelques colis ont seuls été brûlés.

Le convoi a continué sa marche sans autre accident.

On écrit d'Ecrameville. — Un déplorable malheur est arrivé vendredi soir, vers neuf heures et demie. Le citoyen de Lamache, propriétaire en cette commune, avait souper avec son domestique, à Trévières. À son retour, le domestique voulait le débarrasser d'une paire de pistolets qu'il avait l'habitude de porter sur lui depuis une agression dont il avait failli être victime il y a deux ans; mais le citoyen de Lamache s'y opposa, et, saisissant par la crosse l'un des pistolets que son domestique tenait imprudemment par le canon, une lutte s'ensuivit, dans laquelle le coup partit, traversa le ventre de ce dernier, qui expira sans pouvoir proférer une parole. La justice, informée de cet événement, s'est transportée sur les lieux. On assure que le citoyen de Lamache a été conduit provisoirement à la maison d'arrêt.

La reine Victoria continue ses visites amicales à Louis-Philippe l'ex-roi, pour compléter sa petite comédie de mi-ère, vient de renvoyer la seule voiture de louage dont il se servait à Clarendon, et maintenant, c'est dans trois cabriolets de place que la famille d'Orléans se rend à Weybridge, le dimanche, pour y entendre la messe.

À Clarendon, tout le monde dîne ensemble, comme dans le moyen-âge, princes, princesses, invités, se placent pêle-mêle autour d'une grande table. Les mets, les boissons diverses, le dessert sont servis en même temps.

Un seul domestique est chargé de l'ordonnance et du service.

Une commission nommée par le ministre de l'intérieur pour faire l'inventaire général des œuvres d'art accumulées depuis vingt ans dans les greniers du Louvre, a commencé il y a quelques jours ses travaux. Une quantité considérable de tableaux et même de toiles roulées, empilées les uns sur les autres, ayant été trouvés dans toutes les parties de l'immense palais, et quelques unes de ces peintures étant des plus remarquables, des artistes en grand nombre vont être choisis pour rendre ces richesses à la lumière et les réparer s'il y a lieu. Puis, par une mesure que nous ne saurions trop approuver, un partage équitable sera fait entre toutes les villes de France de ces toiles enfouies stupidement, et les musées appauvris de certaines cités s'enrichiront, à la grande joie de leurs habitants déshérités jusqu'alors de la faveur ministérielle.

Hier, à 11 heures du soir, un rassemblement de 4 à 500 personnes, d'où s'élevaient tour à tour les cris de : *Vive Louis-Napoléon* ! *Vive Henri V* ! a été refoulé, de la place de l'Hôtel-de-Ville, dans deux rues adjacentes, et là tenu en arrêt, pendant tout le reste de la nuit, par les troupes qui barraient l'extrémité opposée de ces deux rues.

La sous-commission nommée pour l'examen du projet de décret sur la poste a entendu MM. Etienne Arago, directeur, et Piron, sous-directeur des postes. Il n'y a pas d'opposition sérieuse à l'adoption de la taxe unique.

Le *Times* annonce que M. Olonzaga, le célèbre député progressiste, est parvenu à se sauver d'Espagne. Il est arrivé hier à Londres, ayant pris refuge à bord du *Trafalgar*, lorsque ce bâtiment a touché Lisbonne.

Le *Napoléonien Démocratique pacifique*, qui lui signalait cinq ou six mensonges prémédités, qu'il a menti dans une trop noble cause pour consentir jamais à s'en excuser.

C'était hier l'anniversaire de la bataille de Waterloo. Trente-trois ans ont passé sur cette journée si mémorable. Le 18 juin était aussi un dimanche.

Théâtres.

ITALIENS. — M. le chevalier Dupin, le célèbre auteur de tous les entr'actes des pièces de M. Scribe, cessionnaire privilégié de l'ex-privilège de M. Vatel, ayant appris que des artistes italiens allaient commettre une bonne action en chantant au profit des blessés et des pauvres *Norma*, au Vaudeville, a écrit cette petite lettre *ab irato* à M. Bellini, très innocent du reste du méfait que le chevalier Dupin lui reproche.

Nous tenons l'original de l'épître à la disposition de tous ceux qui s'imaginent que le règne du bon plaisir est fini en France, et que celui de la liberté commence.

THÉÂTRE ROYAL ITALIEN. (Le mot royal est effacé à la plume.)

A. M. Benelli, correspondant dramatique.

Par son cahier des charges, le Théâtre-Italien a seul le droit de jouer

les pièces étrangères; je vais donc m'opposer aux représentations que vous prétendez organiser au théâtre du Vaudeville.

Quant à la *Norma*, je vous défends d'y songer même ! (il est b... en colère le citoyen Dupin !). Je vous défends d'y songer même ! Le libretto a été acheté par l'administration du Théâtre-Italien deux mille francs à M. A. Soumet. (Pauvre Soumet, si tu pouvais sortir de ton tombeau !)

C'est donc ma propriété, et nul ne peut en disposer sans mon consentement.

La liberté n'est point aussi étendue (quel style !). que vous le pensez, monsieur; néanmoins elle existe, car je prends la liberté de rayer votre nom des entrées dans la salle Ventadour.

J'ai l'honneur de vous saluer,

DUPIN.

Que dites-vous de ce dernier jeu de mots et de cette exquise politesse. Osait-on parler ainsi sous la tyrannie ? Certes M. le chevalier Dupin a la liberté d'être grossier, si personne ne s'y oppose; mais de son côté M. Benelli a le droit de s'étonner d'un pareil langage, et de ces petits airs d'autorité qui ne seraient plus de mise même à Saint-Petersbourg.

Voici du reste la réponse, extrêmement modérée, que le citoyen Benelli a cru devoir adresser au chevalier Dupin. On remarquera le contraste.

Monsieur Dupin,

Je suis fort étonné, monsieur, de la lettre que vous venez de m'écrire, et si vous ne le savez pas, je vous apprendrai que je n'ai rien à faire du tout dans le Théâtre-Italien que l'on désire établir. Vous m'apprenez aussi une chose que j'ignorais, c'est-à-dire que vous voyez mon nom sur le livre des entrées de faveur.

Sachez, monsieur, que j'ai toujours payé pour entrer au Théâtre-Italien.

S'il me prenait l'idée d'établir un second Théâtre-Italien à Paris, ce ne serait certainement pas dans cette saison, mais bien en octobre prochain.

J'ai l'honneur de vous saluer,

BENELLI.

Le ton que prend M. Dupin, directeur intérimaire des Italiens, n'est que ridicule; mais ses prétentions soulèvent une question assez grave que nous allons traiter sérieusement, ce qui fera une agréable diversion par l'assomante politique qui court.

Nous adresserons, pour le moment, au chevalier Dupin la question suivante :

Serait-il vrai qu'il n'est au Théâtre-Italien que comme un vieux gant qu'on laisse sur un tabouret pour garder la place ?

Assemblée nationale.

Séance du 19 juin

PRÉSIDENCE DE M. SÉNARD.

La séance est ouverte à une heure et demie. Le procès-verbal de la séance de samedi est lu et adopté.

M. LATREDE dépose une proposition ayant pour but de fixer les conditions auxquelles les associations d'ouvriers seront admises à soumissionner les travaux publics.

Cette proposition sera développée demain.

M. BOURCART demande que l'on fixe à demain la discussion du décret des élections municipales.

M. LE RAPporteur. Un amendement a été présenté, qui changerait en partie le système du décret. La commission s'occupe de cet amendement. Il est impossible que ce projet vienne demain à discussion.

M. LE PRÉSIDENT fixe l'ordre du jour de demain.

M. BRUNET fait une proposition sur la colonisation de l'Algérie.

Cette proposition est appuyée et sera développée ultérieurement.

Deux autres projets de décret concernant les ouvriers des ateliers nationaux sont proposés par le même représentant.

M. TURK propose un projet de décret portant que les condamnés qui se trouvent à Paris, en rupture de banc, seront forcés de faire leur déclaration à la police qui leur fournira les moyens de retourner dans leur domicile légal.

M. TURE propose également un projet sur les améliorations qu'on peut apporter au sort des travailleurs.

Ces diverses propositions sont appuyées par plus de 25 membres; elles seront en conséquence discutées ultérieurement.

M. FALLOUX lit le rapport de la commission des travailleurs sur la demande de trois millions. Ce rapport se termine par la proposition du décret suivant :

Art. 1^{er}. L'allocation de trois millions demandée par M. le ministre des travaux publics lui est accordée.

Art. 2. Chaque allocation nouvelle ne dépassera pas désormais un million.

Art. 3. Les pouvoirs de la commission continueront jusqu'à ce que l'Assemblée en ait autrement ordonné.

M. TRÉLAT, ministre des travaux publics. Depuis le 10 juin, où le décret sur les travaux publics a été voté par l'Assemblée, on s'est occupé d'embrigader les ouvriers et l'on va commencer leur envoi sur les différents points où leurs travaux peuvent être utilisés. Les engagements sont faits; tous les jours amèneront des départs de convois nouveaux. Il fallait bien savoir où il fallait diriger ces hommes. N'oubliez pas que ces hommes sont nos frères... et trop souvent ces hommes ont été présentés comme des malfaiteurs. (Réclamations générales.) Je n'ai nullement l'intention de prêter à l'Assemblée nationale des opinions qu'elle n'a pas. (Qu'est-ce que vous faites donc ?)

Mais enfin je ne puis pas oublier ce qui a été dit dans le comité, lorsque l'on demandait la formation immédiate des ateliers nationaux. Ce que je vous ai dit ici, je l'ai dit alors : je ne puis agir avec irréflexion quand les intérêts de mes semblables sont en jeu. Votre intention n'est, pourtant pas d'en finir avec les ateliers nationaux à toutes conditions, quand même... (Réclamations diverses.) Enfin, je vous prie de ne pas oublier que vous allez discuter la loi sur les chemins de fer et que les ateliers nationaux sont encore debout. (Explosion de murmures. — Interpellations bruyantes.)

Ces paroles, qui passionnent l'Assemblée, ont été prononcées par le rapporteur. (Dénégations nombreuses.)

J'ai toute ma vie, continue le ministre, été habitué à constater les faits et à en examiner les conséquences; eh bien, je me suis appliqué à guérir cette grande maladie des ateliers nationaux; j'y ai mis toute ma volonté et toute mon activité; mais croyez-vous qu'il suffise d'obtenir un vote de vous pour que dès le lendemain il soit possible d'organiser immédiatement les travaux ? Non, il faut d'abord les préparer; aujourd'hui les embrigadements se font tous les deux jours; si vous trouvez maintenant d'autres moyens, plus expéditifs, pourvu qu'ils soient humains, nous les acceptons avec reconnaissance.

M. DE FALLOUX. Le rapporteur de la commission lui-même sait suffisamment comprendre qu'elle doit irait que le débat sur les ateliers nationaux ne s'engageât pas aujourd'hui; je me contente donc de protester contre ce qu'il a dit, ne voulant pas rentrer dans la discussion.

M. le ministre nous a dit qu'il accepterait tous les moyens qui lui seraient présentés pour remédier au mal des ateliers nationaux, pourvu que ces moyens fussent humains. Personne ici n'a eu la pensée de traiter les ouvriers autrement que comme des frères; personne, excepté M. le

ministre, n'a eu la pensée de les traiter de malfaiteurs. Personne enfin ne lui a donné le droit de se proclamer le défenseur exclusif de l'humanité.

M. le ministre a cru devoir rappeler ce qui s'est dit dans le sein de la commission; je ne l'imiterais pas; il y avait un sentiment de convenance qui indiquait qu'il eût dû garder le silence à cet égard; je regrette de voir qu'il l'ait oublié. (Très bien !)

M. TRÉLAT, ministre des travaux publics, dit qu'on a donné à ses paroles une portée qu'elles n'avaient pas. Il faut reconnaître que les ouvriers ont été trompés. La haine fut jetée au fond de tous les cœurs. Il connaît depuis longtemps les ouvriers. Au lendemain de la révolution de février, on les a égarés. Il ne les a pas reconnus. Il rappelle les principes de toute sa vie. Ils lui ont gagné des amis dans tous les rangs. La révolution devait être grande, glorieuse et féconde, en suivant les principes qu'il rappelle et qui sont ceux de la triple devise. Il ne le reproche à personne; mais elle ne les a pas entièrement suivis.

M. Trélat, faisant allusion à quelques-uns de ses anciens amis, pense que de grands malheurs sont résultés de ce que ces amis, ne tenant aucun compte du temps passé, ont voulu former une société entièrement nouvelle.

Quant à ce qui se rapporte à l'objet de la discussion actuelle, deux opinions sont en présence, l'une qui croit qu'on peut aller plus vite, l'autre qu'on peut aller moins vite, mais plus sûrement.

Si l'on voulait imposer au ministre des travaux publics des devoirs en désaccord avec sa conscience, il n'aurait plus qu'à se retirer.

M. FALLOUX. Je n'ai qu'un mot à dire. (Parlez ! parlez !) Ce mot expliquera mon interruption. Je prétends qu'il n'a été dit dans le comité aucune parole qui puisse autoriser les expressions que M. le ministre nous a prêtées. (Très bien !)

Un membre demande au nom du comité de comptabilité, que l'Assemblée vote d'urgence un crédit de 2 millions applicables aux dépenses de l'Assemblée.

Ce vote est renvoyé à demain.

M. PASCAL DUPRAT demande que son projet de décret relatif à l'abolition des lois fiscales de la presse soit renvoyé à demain.

Cette proposition n'a pas de suite.

Sur la proposition de M. LIGNIER, la ville de Limoges est autorisée à contracter un emprunt de 700,000 fr.

M. le ministre de la guerre présente un projet de décret ayant pour but la création d'un bataillon de genlarmes mobile.

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. Armand Marrast pour faire connaître à l'Assemblée le projet de constitution. (Vif mouvement d'attention.)

M. MARRAST donne lecture de ce projet divisé en 137 articles.

Cette pièce n'étant encore que manuscrite, nous nous bornerons pour aujourd'hui à résumer les principaux articles de ce projet.

La proclamation de la république démocratique. — Aucun pouvoir délégué n'est héréditaire. — Assemblée législative unique, composée de 750 membres, et portée à 900 en cas de révision de la constitution. — Election par le suffrage universel au chef-lieu de canton et au scrutin de liste. — Le pouvoir exécutif confié à un président élu pour quatre ans par le suffrage direct universel, et qui touchera un traitement de 600 mille fr. par an. Si aucun candidat n'obtient le nombre de suffrages, l'Assemblée nationale élira parmi les cinq candidats qui auront obtenu le plus de voix.

Conseil d'Etat composé de 40 membres. Le vice-président de la république sera de droit président du conseil d'Etat. — Le jury appliqué aux affaires civiles et correctionnelles dans les cas prévus par la loi. — Les juges de paix élus par le peuple. — Les juges de cassation nommés par l'Assemblée nationale; tous les autres magistrats par le président de la république. — La création d'un tribunal administratif qui aura la décision des affaires du contentieux de l'administration, et d'une haute cour pour juger les causes politiques, cour composée de cinq juges et d'un jury formé de vingt-quatre membres pris dans les conseils généraux.

Le remplacement militaire interdit. — La liberté de l'enseignement avec la surveillance de l'autorité, surveillance qui s'exercera sans aucune exception; et enfin les modes de procéder par l'Assemblée, quand elle jugera convenable de modifier ou de changer totalement la constitution.

Après cette lecture qui a duré plus d'une heure, les représentants quittent leurs places et forment divers groupes autour de la tribune.

La séance est quelque temps suspendue.

Un membre. Avant la réunion de l'Assemblée nationale, le gouvernement provisoire a décrété l'abolition de l'esclavage dans toutes nos colonies. Je prie le ministre de nous dire quelle précaution il a dû prendre pour sauvegarder, je ne dirai pas seulement la propriété, mais encore la personne des colons.

Une lettre qui m'est parvenue avant-hier, et que j'ai communiqué à M. de Lamartine, me donne des renseignements de la plus haute gravité. La famine, pour ne pas dire plus, est dans nos colonies. Je prie donc le gouvernement de nous donner des renseignements sur ce sujet.

Sur l'observation de M. le président, la réponse du gouvernement à cette interpellation est renvoyée à demain.

M. DE MONTEUIL dépose une pétition de 800 ouvriers des ateliers nationaux pour aller en Algérie fonder une colonie agricole. Ils demandent, en outre, que des secours ad hoc leur soient alloués.

M. FLOCON, ministre du commerce, dépose un projet de décret portant modification du tarif des douanes.

M. DUFAURE, rapporteur de la commission de règlement, appelle l'attention de la chambre sur le mode du vote public de l'Assemblée. Le vote par assis et levé est le plus commode, mais il a un inconvénient grave. Il ne se prête pas à un calcul exact du nombre des votants. Dans l'occasion, il faut lui substituer un autre mode, également public.

Nous avons donc l'honneur de vous proposer le mode suivant en remplacement des art. 41, et 42 de votre règlement.

Lorsqu'il y a lieu de procéder au vote de division, le président en avertit l'Assemblée. Les représentants prennent leurs places. Chaque représentant trouve à son banc un bulletin blanc portant le mot *oui*, et un bulletin blanc portant le mot *non*. Ces bulletins auront été, au commencement de la séance, déposés par les soins des questeurs. Les huissiers présentent à chaque membre une urne dans laquelle il dépose son bulletin.

Lorsque les bulletins sont réunis, le président prononce la clôture du scrutin. Les urnes sont apportées sur la tribune. Les secrétaires en font le dépouillement, et le président proclame le résultat. Tout bulletin qui ne porte pas le nom du Représentant est nul. Les noms des votants sont inscrits au *Moniteur*, si vingt membres l'ont demandé avant l'ouverture du scrutin.

Un membre demande que le bulletin porte imprimé le nom du député. La commission adopte cette modification, et l'ensemble de l'article ainsi amendé est voté après une discussion confuse.

M. MARRAST demande si l'Assemblée veut charger la commission de constitution, de préparer les lois organiques résultant de la constitution et le même (non ! non !), ou si elle veut elle-même nommer une commission pour préparer ces projets de lois. (Oui ! oui !). En ce cas, l'Assemblée devra s'occuper le plus tôt possible de nommer cette commission.

M. PÉREZ demande que la nomination de cette assemblée soit faite, non par les bureaux où la discussion est presque nulle, mais par les comités.

M. DUPIN insiste pour qu'au contraire le renvoi dans les bureaux soit prononcé; les bureaux sont plus aptes à examiner la question que soulève l'examen de la constitution; ils nommeront des commissaires qui sauront faire un travail sérieux et approfondi; tandis que les comités n'examineraient les projets de lois que sous le rapport de leur spécialité.

M. L'ABBÉ FAYET On a demandé si l'Assemblée nationale nommerait elle-même la commission chargée de préparer les lois organiques résultant de la constitution, ou si ces lois seraient préparées par la commission de constitution elle-même. (Non, non.) Si ce n'est pas la commission de constitution qui prépare ces lois, elles seront abandonnées à l'Assemblée qui viendra après vous. (Non, non.) Il faut donc mieux que ces projets soient préparés par la même commission qui a préparé la constitution. L'incident n'a point de suite.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de décret relatif au cumul en faveur de la garde nationale.

M. BUNEL rapporteur rend compte du travail de la commission, qui a proposé un article ainsi conçu :

Les dispositions du décret du 13 mars dernier relatives au cumul, ne seront pas applicables aux majors, adjudans-majors, adjudans-sous-officiers, tambour-major et tambours-maitres de la garde nationale.

Cet article est adopté.

M. LEBRETON propose une disposition additionnelle ainsi conçue : Elles ne sont pas applicables non plus aux officiers de terre et de mer jouissant d'un traitement qui n'excède pas 1,200 fr.

M. DE LESPINASSE présente un autre article additionnel ainsi conçu : Elles ne sont pas applicables aux anciens militaires en retraite qui remplissent des fonctions civiles.

Après quelques observations de M. le rapporteur, MM. Lebreton et de Lespinasse retirent leurs articles additionnels, se réservant de les reproduire par disposition principale.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de décret sur les boissons.

M. GUICHARD fait l'histoire du droit de circulation établi sur les vins; il dit que ce droit de circulation est destructif de l'industrie agricole, et la révolution de février qui a promis de soulager les classes ouvrières, ne peut maintenir un droit qui pèse de tout son poids sur les classes que l'on veut dégrever.

M. ROULLAND combat également ce droit de circulation qui n'engendre que la fraude; il se plaint du droit toujours croissant que l'on a mis sur les eaux-de-vie et les spiritueux. Les populations réclament avec instance la suppression de ce droit purement fiscal qui grève les travailleurs des campagnes. Que le gouvernement, s'il ne peut être paternel, soit au moins habile, et que dans son intérêt il fasse disparaître un droit qui est une anomalie.

M. RICHIER dit que, quoi que l'on fasse, on ne détruira jamais le principe odieux de l'impôt indirect qui est une exaction légale. (Aux voix ! aux voix !)

De toutes parts : A demain ! à demain !

L'ordre continue la lecture de son discours au milieu d'un bruit qui va toujours croissant, et il descend de la tribune au milieu d'un long tumulte.

M. MAUGUIN. J'ai l'intention de dire quelques mots sur l'impôt des vins. C'est une question dont je me suis beaucoup occupé. J'ai fait partie d'une commission d'enquête chargée de l'examiner; il est résulté de cette enquête que la situation des propriétaires vitiçoles ne peut subsister comme elle est actuellement et qu'il faut supprimer radicalement tout impôt sur la vigne.

Je me réserve de présenter une proposition à cet égard, qui aurait été déjà présentée, si je ne m'en suis pas été éloigné de la tribune depuis plus d'un mois.

Aux voix ! aux voix !

Voix diverses. A demain ! à demain !

La discussion est renvoyée à demain.

La séance est levée à 6 heures et demie.

Demain à 1 heure, séance publique. Suite de la discussion.

Discussion dans les bureaux.

La commission des chemins vicinaux a présenté au ministre de l'intérieur un rapport pour demander au gouvernement de proposer un décret qui modifierait la loi du 20 mai 1836 sur la prestation en nature; elle serait supprimée pour les habitants les plus pauvres et convertie en travaux à la tâche. — On formerait, conformément au décret demandé, des ateliers pour les chemins vicinaux.

La commission du pouvoir exécutif s'occupait encore, à l'heure, de mesures à prendre pour le bannissement définitif du prince Louis.

Le rapport de la constitution, qu'on disait avoir été imprimé et devoir être distribué dans les bureaux pour lundi matin, n'est pas encore paru. S'il faut en croire certains bruits, M. le président devrait être âgé de 30 ans au moins; il serait nommé par le suffrage universel. Le vice-président de la république serait élu par l'Assemblée elle-même, sur une liste de trois candidats, présentée par le président. Le second fonctionnaire serait en même temps président du conseil d'Etat, organisé comme corps politique.

On a nommé deux sous-commissions dans le sein du comité de l'intérieur.

L'une s'occupera d'organiser le personnel de ce département, et de fixer le traitement de toutes les fonctionnaires; elle compte parmi ses membres : MM. David (d'Angers), Glais-Bizoin, Saint-Romme, Crépon et Lagarde; — l'autre s'occupera du budget du ministère de l'intérieur, une fois régularisé; les membres de cette sous-commission sont : MM. de Montigny, Babaud-Lanibière, Frichon, Renouvier, Besnard.

Le projet de translation de l'Assemblée nationale aux Tuileries n'aurait pas été, à ce qu'il paraît, complètement abandonné. La commission du pouvoir exécutif tiendrait beaucoup à l'accomplissement de ce fait, important pour elle en ce sens que, le palais des Tuileries étant occupé, cette occupation même contribuerait à biter toute espérance d'une nouvelle installation aux dynasties déchues. Ce projet est fortement combattu par le ministre des travaux publics. Il pense, avec raison, qu'il est inopportun et dispendieux de quitter un bâtiment si bien approprié aux exigences des séances législatives, pour un monument où tout serait à créer.

M. Pascal Duprat a lu aujourd'hui son rapport aux membres du comité des travailleurs; il a examiné les différents systèmes de crédit dont on a entreteint le comité. Il avait déjà fait ressortir, dans ses autres rapports, l'urgence qu'il y aurait à créer, le plus tôt possible, un papier appuyé sur des garanties sérieuses, afin de faire renaître notre commerce et notre industrie. L'honorable orateur a développé cette thèse de nouveau et avec insistance.

Dans une autre partie de son rapport, M. Duprat a abordé un point non moins important de la question. Il a fait part à la réunion de certains projets par suite desquels les ouvriers trouveraient du travail, et la dissolution des ateliers nationaux deviendrait possible.

Le comité a complètement adhéré à la plupart des idées émises dans ce rapport. Pour faire arriver la pratique à la suite de la théorie, M. Duprat doit présenter (comme il l'a annoncé lui-même) un projet de loi, grâce auquel le crédit pourrait être organisé non pas seulement en faveur de la propriété, mais encore en faveur du travail.

Au comité des cultes, on a agité, au sujet des évêques, la grave question de faire élire ces hauts fonctionnaires par tous les catholiques réunis en assemblée primaire. Cette proposition a été rejetée.

Bourse de Paris du 19 juin.

BOURSE.	Précédente clôture.	Plus haut.	Plus bas.	Dernier cours.
AU COMPTANT. — 3 0/0, j. du 22 juin...	45 50	...	47 ..	46 75
4 0/0, j. du 22 mars...	54 ..	...	...	50 ..
— 4 1/2 0/0...	...	...	...	68 25
5 0/0, j. du 22 mars...	68 25	68 50	...	...
— Emprunt 3 0/0, j. du 22 déc...	66 3/4	67 ..	66 3/4	...
— Emprunt 1862, j. nov...	...	...	...	...
— 4 1/2 0/0, j. mai...	...	...	...	...
NAPLES. 5 0/0, j. janv...	58 1/2	59 ..	58 1/4	58 1/4
ROME. 5 0/0, j. janv...	...	...	...	...
ESPAGNE. Dette act., j. mai 1860...	...	...	...	...
— Dette différée ancienne...	...	...	...	...
— De nouvelles...	...	...	...	...
— Dette passive...	...	...	...	...
— 3 0/0, j. juillet 1857...	...	950 ..	...	...
PRÉFECT. Oblig. 1831, j. janv...	...	...	...	...
VIN COURANT. — 3 0/0...	...	...	...	...
— Emprunt 3 0/0...	...	...	...	...
5 0/0...	...	...	...	...
BELGIQUE 5 0/0 de 1840, j. avril...	...	...	...	...
NAPLES. 5 0/0, j. janv...	...	...	...	...

Le directeur-gérant : J.-B. GIRALDON.

Le Rédacteur en chef, BENJAMIN LAROCHE.

154, rue de Valenciennes, Paris. — Imprimerie de BOULE, rue Coq-Héron, 3.